

EN LUTTE



NÉGOCIATIONS À BOEING

Après trois semaines de grève à Boeing, le syndicat international des machinistes et la direction ont annoncé un troisième round de négociations, ce lundi. Sera abordée la question des salaires et des retraites.

L'ASSURANCE-CHÔMAGE EN DÉBAT

La ministre du Travail, Astrid Panosyan-Bouvet, a dit souhaiter que la négociation sur l'assurance-chômage reprenne « très rapidement », sans lettre de cadrage. Les règles actuelles d'indemnisation des demandeurs d'emploi prendront fin le 31 octobre.

RETRAITÉS REMONTÉS

Le Groupe des 9, organisations de retraités, dénonce la décision du gouvernement de repousser l'indexation des pensions sur l'inflation au 1^{er} juillet 2025 plutôt qu'au 1^{er} janvier. La décision va « une nouvelle fois aggraver le pouvoir d'achat des retraités », estime-t-il.

Malaise à la Croix-Rouge française

SOUFFRANCE AU TRAVAIL

 Les professionnels de quatre structures franciliennes du médico-social se sont mis en grève, ce lundi. Ils dénoncent, notamment, le management de leur direction.

Au premier abord, le paysage ne trahit rien d'inhabituel. Devant la gare de Meudon-Val Fleury (Hauts-de-Seine), badands et habitants se croisent silencieusement, reproduisant la banale chorégraphie que forme la routine. Pourtant, il suffit de lever la tête, face à un bâtiment aux carreaux jaunis par le temps, pour s'apercevoir que, à quelques

mètres de là, se joue un spectacle loin d'être anodin. « CMPP en grève », révèle une affiche exhibée sur la porte du centre médico-psycho-pédagogique Alfred-Binet de Meudon. De fait, près d'une dizaine de salariés de cette structure gérée par la Croix-Rouge, proposant des consultations et des soins ambulatoires à des enfants et des adolescents, ont décidé de dénoncer la gouvernance de leur établissement, ce lundi 7 octobre. « Depuis des années, nous constatons une dégradation

des conditions de travail qui impacte les travailleurs, les patients et la qualité des soins ! constate Marc Gutierrez, délégué syndical de la CGT et représentant du personnel. La direction enlève aux salariés des moyens de faire correctement leur travail. »

Quatre structures du médico-social sont concernées par la mobilisation : les équipes soignantes du bureau d'aide psychologique universitaire (Bapu) Luxembourg (Paris-V), et du CMPP la Passerelle (Paris), celles d'Alfred-Binet

REPORTAGE



Les salariés du CMPP Alfred-Binet, à Meudon, lors d'une distribution de tracts, le 7 octobre.

SAMIR MAOUCHE
POUR L'HUMANITÉ

de Meudon (Hauts-de-Seine), et de Tony-Lainé d'Arthis-Mons (Essonne). Dans ces centres, des équipes pluridisciplinaires prodiguent des soins tels que des soins psychothérapeutiques, sous la responsabilité de médecins psychiatres, ou des rééducations psychomotrices et orthophoniques. Mais, depuis deux ans, elles constateraient des dégradations sur leurs lieux de travail : menaces de licenciement, introduction de pointuses pour homogénéiser le temps de travail ou encore des départs en cascade de collègues.

SIX CENTRES FERMÉS DEPUIS JUIN

« Nous travaillons au ralenti. La liste d'attente pour un premier rendez-vous est gelée. Cela faisait deux ans que nous n'avions pas eu de médecins sur notre site », confie une psychologue travaillant à Meudon. Cinq salariés ont démissionné au printemps : une orthophoniste, une psychologue, l'assistante sociale, la secrétaire et le directeur administratif. Des pertes qui pèsent lourdement sur les effectifs. « On se retrouve à cumuler les emplois. Il est déjà arrivé que je sois obligée de sortir du bureau pour répondre à l'interphone alors que je m'occupais déjà au même moment d'un enfant », se désole une psychologue. « Comment les équipes sont-elles censées assumer les risques de suicide des patients en l'absence de directeur administratif et de directeur médical ? » interroge à son tour Anne (1). Sur place, les collègues ont les traits tirés. « Il faut comprendre que certains salariés vivent un véritable mal-être », lâche Marc Gutierrez. L'origine de ces maux remonte notamment à un plan social lancé en juin. Paisant face à une situation économique marquée par un déficit, l'association a ouvert des discussions avec les représentants du personnel afin de négocier un plan de sauvegarde de l'emploi. Elles se sont soldées par la fermeture de six centres de santé.

« Avant, les structures fonctionnaient grâce au prix tarifaire. C'est-à-dire que les centres - Le Bapu et le CMPP la Passerelle - étaient payés à l'acte. Par exemple, l'ARS pouvait nous demander de rédiger 10 000 actes à l'année et nous allions en rédiger 12 000, c'est ce qui nous sauvait », explique Marc Gutierrez. Mais les problèmes financiers se sont accentués en 2020, pointe le syndicaliste : « La direction a changé de modèle financier, elle a signé des contrats plurianuels d'objectifs et de moyens, passant d'une tarification à l'acte à une dotation annuelle. Après cela, elle a commencé à nous dire que les états financiers perdaient trop d'argent. » Résultat, les grévistes craignent une mise en péril de leurs lieux de soins. Pour l'heure, contactée, la direction de la Croix-Rouge n'a pas répondu à nos questions. ■

SAMUEL ÈVÈNE

(1) Le prénom a été changé.